

Dissolution ne vaut pas disparition

Notre AG du 15 novembre va décider la dissolution d'ENSEMBLE !, c'est un moment militant et politique important de notre histoire collective.

Il s'agit de prendre acte d'un constat. Celui, dans une situation de plus en plus difficile, des limites des capacités d'intervention politique de notre mouvement. Et, faute de renouvellement générationnel, la menace d'une rétraction progressive aggravant cette perte d'efficacité.

Le fait que la totalité du mouvement l'ait reconnu est à saluer comme un acte de lucidité et une forme de courage politique. Nous avons écarté la possible tentation pour tout groupe de refuser de se remettre en cause, quitte à s'installer dans l'attentisme et à se condamner à l'impuissance.

Le défi du dépassement

Un tel constat ne doit pas conduire au renoncement, mais au contraire à relever le défi du dépassement. La perspective d'un dépassement organisationnel était inscrite dès l'origine dans notre projet fondateur. Mais, pour se concrétiser, il demandait la possibilité d'un rassemblement avec d'autres forces, condition pour créer une organisation plus efficiente.

Cette opportunité nous l'avons recherchée avec détermination.

Nous avons considéré qu'en son temps le Front de gauche, s'il ne pouvait en tant que tel se transformer en une nouvelle organisation, était susceptible de permettre une transformation de la gauche dans la perspective d'une nouvelle représentation du monde du travail et de la gauche politique. En effet il portait une unité large, sur des bases clairement de gauche, ainsi que des liens forts avec le mouvement social, en particulier syndical, et le peuple de gauche.

Ce qui faisait qu'il pouvait être le creuset permettant que s'affirme une force politique nouvelle, par le dépassement de certains clivages anciens que les forces attachées à une transformation sociale et démocratique héritaient du passé, et par un lien renouvelé avec le salariat et la jeunesse. Le rassemblement des différentes composantes qui ont créé ENSEMBLE !, permis par l'existence de ce cadre large du Front de gauche, indiquait une telle voie.

Cet espoir a été déçu.

Il était suffisamment justifié pour qu'on le pense susceptible d'une renaissance avec la NUPES, puis avec le Nouveau Front Populaire. A chaque fois les mêmes limites sont réapparues, dans une situation marquée par l'affaiblissement croissant des forces de gauche et écologistes... Il en est encore de même aujourd'hui avec le NFP.

De la possibilité d'une recomposition politique

Au long de ces années, et malgré les difficultés et échecs rencontrés, nous avons systématiquement recherché des rapprochements avec des groupes de taille similaire à la nôtre qui partageaient avec nous les grandes lignes de ce projet de recomposition politique. Mais avec la disparition du Front de gauche, ce projet n'a plus été porté par une dynamique unitaire large, au contraire pesait sur lui les tensions permanentes entre ses composantes principales, en particulier entre LFI et le PS. Avec la NUPES puis le NFP une préoccupation déterminante était de prôner l'unité et le développement d'un tel cadre commun de toute la gauche, mais on voit que cette préoccupation est davantage un objectif à défendre, en permanence menacé, qu'un point d'appui offrant des avancées politiques. Cette orientation dès lors qu'elle pouvait être partagée avec d'autres organisations appelait à des rapprochements. Ce fut le travail fait dans le cadre du CLIO (avec GDS, Nouvelle Donne, un secteur de Génération.s, un autre des Verts...), et aussi à travers les relations régulières avec le NPA et Alternative communiste (en particulier à l'occasion des universités d'automne), les initiatives de débat prises avec le NPA et Rejoignons nous ...

L'Après, un acteur politique nouveau

Les contradictions au sein de LFI, conduisant à l'expulsion d'un nombre significatif de militants et d'élus, ont conduit à l'affirmation d'un nouvel acteur, L'Après, qui dans l'espace de la gauche et par rapport au NFP apparaît porteur d'un rôle et de capacités d'intervention non négligeables.

Des relations se sont nouées avec L'Après (qu'intégrait un secteur de Gauche écosocialiste), en particulier à l'occasion des dernières élections législatives, un cadre nouveau s'est dessiné entre L'Après, GDS, ENSEMBLE !, Nouvelle Donne, Génération.s et Debout. Le processus envisagé d'un rassemblement de ces différents groupes s'est enrayé, du fait des attermolements de Debout et de Génération.s.

Dès lors le projet d'un processus fédératif porté par un nombre significatif de groupes s'est trouvé neutralisé. Mais la nécessité d'un rassemblement restait nécessaire, faute duquel ENSEMBLE ! se verrait isolé et condamné à s'affaiblir. Il fallait prendre acte qu'à court terme la possibilité d'un rassemblement se limitait à ENSEMBLE ! et à L'Après, GDS pour sa part ayant décidé d'intégrer L'Après sans attendre.

C'est cette voie qu'il a été décidé d'explorer. Pour vérifier ses bases politiques – ce qui est apparu ne pas poser des problèmes insurmontables compte tenu des convergences des analyses et des propositions -, et vérifier par un vote interne du mouvement en avril 2025 la volonté de travailler à un accord. Et une fois celui-ci établi par un protocole d'accord il fallait s'atteler à la construction d'une organisation commune

Nous en sommes là. L'accord inscrit dans le protocole a été accepté à une large majorité et par L'Après et par ENSEMBLE.

De quoi demain sera fait

A l'heure du bilan il ne s'agit pas de se payer de mots.

S'engager dans la construction d'une organisation avec L'Après incluant GDS ne signifie pas ignorer ou relativiser ni les limites de l'entreprise, ni ses faiblesses politiques. Au contraire il faut les aborder de front et en discuter librement.

Récuser ce travail reviendrait à s'illusionner sur les grandes difficultés de la situation politique. Et à ne pas admettre que pour une part celles-ci résultent d'une série d'échecs rencontrés au long des dernières années. Ceux-ci en dernière analyse renvoient à la dégradation des rapports de forces politiques dans leur globalité, ce dont témoigne qu'aujourd'hui l'extrême droite est aux portes du pouvoir.

Or, face à cette catastrophe annoncée, la gauche reste travaillée par ses divisions et faiblesses, dans l'incapacité à organiser la riposte qu'appelle une telle menace.

Il nous faut débattre de comment travailler à ce que le rapprochement aujourd'hui avec L'Après, demain espérons le avec d'autres courants, permette de répondre à ces défis. Cela en toute conscience des difficultés existantes. Et aussi que les difficultés à allier des cultures politiques différentes ne pourront que s'amplifier demain dès lors que d'autres partenaires s'inscriront, comme nous le souhaitons au processus de construction d'une nouvelle organisation.

Il convient également de discuter des difficultés liées au projet des camarades qui refusent de s'inscrire dans le projet de cette nouvelle organisation, à laquelle ils opposent la constitution d'un réseau coopératif pour une gauche alternative. Ce sont celles liées au projet de faire vivre un petit groupe politique, encore bien plus réduit que ce qu'est devenu ENSEMBLE !, et cela dans une situation complexe et à hauts risques.

Se cantonner à un tel choix peut se justifier dès lors qu'aucune autre possibilité n'apparaît ouverte. Mais cela ne doit pas faire oublier que face aux défis actuels une telle perspective ne peut être durable et appellera nécessairement d'autres choix, faute de quoi le risque d'une impasse politique s'imposera.

C'est là une question dont, quels que soient les choix organisationnels immédiats des uns et des autres, il serait bon de continuer à débattre. En assurant les conditions permettant qu'il en soit ainsi.

De ce point de vue, il conviendrait selon nous d'écarter des arguments qui peuvent compromettre ce dialogue à poursuivre.

Nous pensons à des polémiques, de nature inacceptable, qui tendent à justifier la séparation en évoquant les désaccords exprimés à tel ou tel moment sur la question du 7 octobre et de la guerre génocidaire dont Gaza est victime.

Par ailleurs, il faudrait aussi examiner certaines explications qui semblent expliquer l'état actuel de notre mouvement par des vices qui auraient été présents dès sa formation. Quels pourraient-ils être ? Une relativisation de la stratégie autogestionnaire ? Une incompréhension du « communisme déjà là » ? Une centralisation excessive du mouvement au détriment de l'action organisée à la base ? Un étouffement des campagnes que nous aurions pu mener à cause de préoccupations électoralistes ?

Avouons notre difficulté à comprendre ces idées évoquées dans certaines approches. Elles nous paraissent esquiver l'essentiel, qui est la compréhension de la situation politique dans laquelle s'est inscrite l'intervention d'ENSEMBLE !, et il nous semble qu'une réflexion sérieuse menée en commun devrait permettre de lever d'éventuels malentendus.

Cela afin de débattre en toute clarté des désaccords présents avec la volonté de les surmonter dans un avenir proche et de permettre de maintenir les liens entre nous et les possibilités d'un travail commun.

Laurence Boffet, Jean-Claude Mamet, Roland Mérieux, Francis Sitel